

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRE OUEST CEREALES

2 boulevard Marie et Pierre Curie
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2026-0030
Code AIOT : 0010003932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté Prault 37120 Marigny-Marmande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE OUEST CEREALES
- Prault 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 0010003932
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COC (CENTRE OUEST CÉRÉALES) exploite un silo de stockage en vrac de céréales ainsi qu'une station de préparation et de conditionnement de semences sur la commune de Marigny-Marmande. Elle est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-10 du 12 mars 1987, arrêté préfectoral complémentaire n° 88-57 du 19 mai 1988 et arrêté préfectoral complémentaire n° 15472 du 13 décembre 1999.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Double asservissement aspiration / manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Dispositifs de découplage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Double asservissement aspiration / manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, le constat suivant avait été formulé : "L'écart identifié lors de la visite d'inspection du 07/09/2023 est maintenu. Les installations de manutention testées lors de la visite d'inspection ne sont pas asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. Pour rappel, elles ne doivent démarrer que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. ". Ce constat a également fait l'objet de l'article 1-1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025.</p> <p>Par courrier daté du 18/04/2025, l'exploitant a indiqué avoir testé l'ensemble des circuits de manutention du site et avoir constaté des défauts d'asservissement associés à certains des équipements. L'exploitant a transmis un tableau récapitulatif des tests réalisés et des défauts constatés.</p> <p>Par courrier daté du 16/05/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les actions correctives suite aux dysfonctionnements d'asservissement constatés. L'exploitant a effectué un nouveau test d'asservissement le 29/04/2025, dont les résultats confirment que l'ensemble des équipements de manutention du site est asservi au système d'aspiration avec un double asservissement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/12/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de démarrer deux circuits de manutention pour tester, par sondage, le bon fonctionnement du double</p>

asservissement :

- circuit testé n°1 : élévateur E5 - boîte de direction BD15 - boîte de direction BD45 - boîte de direction BD55 - cellule C19 via TC13 ;

- circuit testé n°2 : élévateur E1 - nettoyeur - élévateur E2 - TR4 - boisseau 3.

Pour chacun des deux circuits testés, le démarrage du circuit n'a pas été possible en l'absence de mise en route préalable de l'aspiration. Une fois les circuits démarrés avec l'aspiration, l'arrêt du système d'aspiration a entraîné l'arrêt du circuit de manutention.

Conclusion :

Les installations de manutention testées lors de la visite d'inspection sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. L'écart précédemment identifié est soldé. L'exploitant a satisfait à l'article 1-1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositifs de découplage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection contre l'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

Article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2024 :

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;

- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.

Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
- et (excepté pour les transporteurs) :

- posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;
- et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.

Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.

Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.

Article 13 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999 :

[...]

Les mesures de protection contre l'explosion doivent être réalisées conformément aux normes en vigueur et adaptées au silo et aux produits. Ce sont notamment :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplages ;
- [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, le constat suivant avait été formulé : "Les écarts constatés lors de la visite d'inspection du 17/08/2016 sont partiellement levés. L'écart suivant est maintenu : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère suffisant de la résistance de la porte de découplage en place au niveau de la galerie inférieure.". Ce constat a également fait l'objet de l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025.

Par courrier daté du 20/09/2025, l'exploitant a transmis une note interne relative au découplage des galeries inférieures du site, incluant les préconisations de travaux pour la remise en conformité des installations du site. Ces travaux concernent le changement de deux portes de découplage (silo Palplanche et silo Phenix) et l'aménagement de surfaces soufflables permettant de diriger le souffle en cas d'explosion. L'exploitant a joint à son courrier le bon pour accord du 18/09/2025 suite au devis n°2025-25-68 établi par la société CERES AGRO-INDUSTRIE pour les travaux sur les deux portes de découplage.

Lors de la visite d'inspection du 16/12/2025, l'inspection a constaté la bonne réalisation des travaux pour les deux portes de découplage et les surfaces soufflables.

Conclusion : L'écart précédemment identifié est soldé. L'exploitant a satisfait à l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2025
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 3 mois, une réserve d'incendie ou à défaut plusieurs d'une capacité totale de 120 m³ sera implantée à proximité des installations. Le niveau d'eau sera constamment maintenu.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'écart suivant avait été constaté : "La réserve d'incendie de 120 m³ n'est pas présente sur site, et le poteau incendie présent à proximité ne permet pas de délivrer un volume équivalent pendant deux heures.". Cet écart a fait l'objet de l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025, associé à un délai de 6 mois.</p> <p>Par courrier daté du 20/09/2025, l'exploitant a indiqué avoir fait le choix d'implanter une réserve incendie de 240 m³ à l'angle nord-ouest du site. Une visite sur site a été organisée avec le SDIS37 afin de confirmer l'implantation de la réserve. L'exploitant a sollicité un délai supplémentaire par rapport au délai de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en s'engageant à réaliser les travaux d'implantation de la réserve et la réception de celle-ci par le SDIS37 avant fin décembre 2025. L'exploitant a joint à son courrier le bon pour accord du 18/09/2025 suite au devis n°DVE004693.00 établi par la société LABARONNE-CITAF pour une citerne fermée autoportante de 240 m³.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/12/2025, l'inspection a confirmé la présence de la réserve incendie de 240 m³ sur le site. Celle-ci n'était pas encore totalement remplie au jour de la visite (environ 75 m³ d'eau sur la capacité de 240 m³).</p>

Conclusion :

Dans l'attente du remplissage complet en eau de la réserve incendie mise en œuvre sur le site, l'écart précédemment identifié n'est pas soldé. L'exploitant n'a pas encore satisfait à l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025, pour lequel un délai supplémentaire a été sollicité afin d'effectuer les travaux d'installation de la réserve et la réception par le SDIS37 avant fin décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise sans délai le remplissage en eau de la réserve souple de 240 m³ et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs associés (confirmation du remplissage de la réserve + réception de la réserve par le SDIS37).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois